



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Réception des soumissions - TPSGC / Bid Receiving
- PWGSC

Voir dans le document/
See herein

NA

Quebec

NA

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

TPSGC/PWGSC

1550 Avenue d'Estimauville

Québec

Québec

G1J 0C7

Title - Sujet Achat bateau pneumatique	
Solicitation No. - N° de l'invitation 5P212-200302/A	Date 2020-12-10
Client Reference No. - N° de référence du client 5P212-200302	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$QCV-021-18053	
File No. - N° de dossier QCV-0-43133 (021)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-01-11 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Fournier, Annie	Buyer Id - Id de l'acheteur qcv021
Telephone No. - N° de téléphone (418) 933-4419 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Parcs Marin du Saguenay-Saint-Laurent ST LAURENT 454, rue du Bateau-Passeur TADOUSSAC Québec G0T2A0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée Voir Doc.	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	2
1.1 ÉNONCÉ DES BESOINS	2
1.2 COMPTE RENDU	2
1.3 SERVICE CONNEXION POSTEL.....	2
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	3
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	3
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	3
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS — EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	3
2.4 LOIS APPLICABLES	4
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	5
3.1 TRANSMISSION DE LA SOUMISSION	5
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	6
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	6
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	6
PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	7
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	7
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	7
PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	8
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ.....	8
6.2 BESOIN	8
6.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	8
6.4 DURÉE DU CONTRAT	8
6.5 RESPONSABLES.....	8
6.6 PAIEMENT	9
6.7 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION.....	9
6.8 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	10
6.9 LOIS APPLICABLES	10
6.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	10
6.11 CONTRAT DE DÉFENSE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.12 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA.....	10
6.13 INSTRUCTIONS D'EXPÉDITION — LIVRAISON À DESTINATION	10
6.14 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	10
ANNEXE A - BESOIN	11
ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT	23

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Énoncé des besoins

Les travaux à exécuter sont décrits à l'article 6.2 des clauses du contrat subséquent.

1.2 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.3 Service Connexion postal

Cette demande de soumissions permet aux soumissionnaires d'utiliser le service Connexion postal offert par la Société canadienne des postes pour la transmission électronique de leur soumission. Les soumissionnaires doivent consulter la partie 2, Instructions à l'intention des soumissionnaires, et la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions, de la demande de soumissions, pour obtenir de plus amples renseignements.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clause du CCUA

B1000T (2014-06-26) Condition du matériel – Soumission

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de la région du Québec de TPSGC

Seules les soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal seront acceptées. Le soumissionnaire doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante :

TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2003](#) ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six (6) jours avant la date de clôture de la demande de soumissions.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou format papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas

un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Transmission de la soumission

Le soumissionnaire doit envoyer sa soumission par voie électronique le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des instructions uniformisées 2003. Le système Connexion postel a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

La soumission doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Soumission technique
Section II : Soumission financière
Section III : Attestations

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou format papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

Le soumissionnaire devrait fournir la documentation avec leur soumission démontrant comment ils répondent aux exigences techniques détaillées dans l'annexe "A".

Les soumissions qui ne respectent pas toutes les exigences, sans exception, seront déclarées irrecevables et rejetées.

4.1.2 Évaluation financière

Les soumissionnaires doivent proposer des prix fermes, les droits de douane et les taxes d'accise comprises, et les taxes applicables exclues.

Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens, les soumissions présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les soumissions présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des soumissions, ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions, sera utilisé comme facteur de conversion.

Les soumissionnaires doivent proposer des prix rendus droits acquittés (DDP), Parcs Canada, Parc marin du Saguenay - Saint-Laurent, 182 rue de l'Église, Tadoussac (Québec) Canada G0T 2A0, selon les Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial. Les soumissions seront évaluées sur une base DDP.

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter toutes les exigences de la demande de soumissions pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada, peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que leur soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la Politique d'inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Besoin

L'entrepreneur doit fournir et livrer un (1) bateau de travail gonflable neuf âgé d'au plus deux ans (date de fabrication) avec une coque rigide en fibre de verre, conformément au besoin décrit à l'annexe A.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2010A (2020-05-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

4009 (2013-06-27), Services professionnels - complexité moyenne s'appliquent au contrat et en font partie intégrante

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date d'octroi du contrat jusqu'à la fin de la garantie.

6.4.2 Délai de livraison

Tous les biens livrables doivent être reçus dans les dix (10) semaines suivant l'octroi du contrat.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Annie Fournier
Titre : Spécialiste de l'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Téléphone : 418-933-4419
Télécopieur : 418-648-2209
Courriel : annie.fournier.que@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

N° de l'invitation - Sollicitation No.
5P212-200302/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P212-20-0302

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-0-43133

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv021
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le responsable technique pour le contrat est : (sera ajouté à l'octroi du contrat)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé *un prix ferme précisé dans l'annexe B*, selon un montant total de _____ \$ (*insérer le montant au moment de l'attribution du contrat*). Les droits de douane *sont inclus* et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Clauses du Guide des CCUA

C6000C (2017-08-17), Limite de prix
H1000C (2008-05-12), Paiement unique

6.7 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

1. Les factures doivent être distribuées comme suit :

- L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6.8 Attestations et renseignements supplémentaires

6.8.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

6.9 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur au Québec, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires [4009](#) (2013-06-27), Services professionnels - complexité moyenne ;
- c) les conditions générales [2010A](#) (2020-05-28), Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- d) Annexe A, Besoin;
- e) Annexe B, Base de paiement; et
- f) la soumission de l'entrepreneur en date du _____. ([sera complété à l'octroi du contrat](#))

6.11 Clauses du Guide des CCUA

[G1005C](#) (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

6.12 Instructions d'expédition – livraison à destination

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés rendu droits acquittés (DDP) ; Parcs Canada, Parc marin du Saguenay – Saint-Laurent, 182 rue de l'Église, Tadoussac (Québec) Canada G0T 2A0, selon les Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

6.13 Règlement des différends

Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.

Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.

Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.

Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

ANNEXE A - BESOIN

1.0 APERÇU

Parcs Canada achète, gère et exploite de petits bateaux à l'appui de ses programmes et missions. Parcs Canada désire ajouter un bateau de travail gonflable à sa flotte. Le but principal de ce bateau sera la navigation côtière (maximum 6 milles marins du rivage) dans le fleuve Saint-Laurent et le fjord du Saguenay dans le cadre de projets de recherche scientifique, ainsi que les opérations d'application de la loi et de recherche et de sauvetage auxiliaire. Le bateau sera exploité à partir de Tadoussac à l'intérieur des limites du parc marin.

1.1 EXIGENCES

- 1.1.1 L'entrepreneur doit fournir un (1) bateau de travail gonflable neuf âgé d'au plus deux ans (date de fabrication) avec une coque rigide en fibre de verre. Ce doit être un modèle de production certifié au Canada et conforme à la publication actuelle de la Sécurité maritime de la Direction de la sécurité maritime de Transports Canada (DSMTC), TP 1332 « Normes de construction des petits bâtiments » (ci-après dénommé TP 1332/DSMTC).
- 1.1.2 Le bateau sera propulsé et devra être compatible avec un (1) seul moteur hors-bord Yamaha à quatre temps de 150 CV (LF 150 XB 64 P X) installé à gauche. Ce moteur sera fourni et livré à l'entrepreneur par Parcs Canada et il devra être installé par l'entrepreneur. Le moteur sera livré après l'attribution du contrat. Le moteur est à Tadoussac, parc marin du Saguenay–Saint-Laurent, Tadoussac, Québec, Canada, G0T 2A0.
- 1.1.3 L'entrepreneur devra acquérir, fournir et installer des commandes, des jauges et des cadrans compatibles avec le moteur.
- 1.1.4 L'entrepreneur doit fournir une (1) nouvelle remorque galvanisée à essieu compatible avec le bateau. Il doit être équipé d'un treuil, de freins de roue, de feux à DEL et de courroies de fixation. La remorque doit être conforme aux normes de la province de Québec. Parcs Canada se chargera de l'enregistrer après la livraison.

2.0 EXIGENCES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION

La coque, le pont et la console doivent être en fibre de verre. Le châssis du toit en T doit être en aluminium de qualité marine ou en acier inoxydable.

2.1 CONCEPTION ERGONOMIQUE

- 2.1.1 Les conditions de fonctionnement présentant des risques doivent être évitées en fournissant des dispositifs de protection contre tous les risques électriques, mécaniques et thermiques, et en fournissant des dispositifs de protection ou des couvercles pour toutes les commandes qui pourraient être activées par un contact accidentel avec le personnel.
- 2.1.2 Le plancher en fibre de verre doit avoir un motif antidérapant.
- 2.1.3 Le bateau doit accueillir du personnel mesurant entre 5 pieds et 6 pieds 4 pouces de hauteur tout en portant des vêtements et de l'équipement pour temps froid, conformément à la norme ASTM F1166-07 « Standard Practice for Human Engineering Design for Marine Systems, Equipment, and Facilities ».
- 2.1.4 Un banc avec compartiment de rangement devant la console doit être solidement fixé au plancher.

VIBRATIONS

2.2 MATÉRIAUX

- 2.2.1 Tous les matériaux doivent être résistants à la corrosion et adaptés à une utilisation dans un environnement d'eau salée comme détaillé dans les exigences opérationnelles. Tous les matériaux normalement soumis à la lumière du soleil doivent être résistants aux rayons ultraviolets. Les matériaux galvanisés sont inacceptables, à l'exception de la remorque.
- 2.2.2 Métaux différents : Le contact direct des métaux électrolytiquement différents n'est pas autorisé. La corrosion électrolytique doit être évitée en isolant les matériaux différents les uns des autres avec des joints, des rondelles, des manchons ou des bagues en matériau isolant approprié.
- 2.2.3 Le châssis du toit en T doit être en alliages d'aluminium adaptés à une utilisation marine commerciale en eau salée, tels que les alliages 5083/86 ou 5052 ou 6063-T54, ou en acier inoxydable.
- 2.2.4 Acier inoxydable : Sauf indication contraire, l'acier inoxydable de qualité 316L ou 316 doit être utilisé pour toutes les applications en acier inoxydable. L'alliage de qualité 316L doit être utilisé dans tous les composants soudés.
- 2.2.5 Les fixations et raccords doivent être en acier inoxydable. Les boulons utilisés dans tous les raccords doivent être en acier inoxydable de qualité 316.
- 2.2.6 Lorsque des connexions flexibles sont nécessaires pour les systèmes de direction et de carburant, des tuyaux appropriés avec des raccords de type réutilisables sertis en permanence et détachables doivent être utilisés.

2.3 FIXATIONS

- 2.3.1 Toutes les fixations doivent être en matériaux résistants à la corrosion.
- 2.3.2 Des fixations autobloquantes doivent être utilisées pour éviter qu'elles ne se desserrent sous les vibrations.
- 2.3.3 Les pièces et fixations cadmiées, y compris les rondelles, ne doivent pas être utilisées.
- 2.3.4 La fixation directe d'alliages contenant du cuivre à l'aluminium n'est pas autorisée, à l'exception des bandes de collage.
- 2.3.5 Les fixations ne doivent pas être vissées directement dans la fibre de verre. Au besoin et après approbation de Parcs Canada, utiliser des rondelles ou des plaques de renforcement en aluminium ou en acier inoxydable de qualité marine. Les boulons traversant le sandwich en fibre de verre doivent être encastrés avec des raccords solides pour empêcher l'eau de migrer dans le noyau en fibre de verre.
- 2.3.6 Lorsque les écrous deviendront inaccessibles après l'assemblage, ils doivent être saisis ou ancrés pour permettre le remontage et empêcher le recul. Sauf indication contraire, des écrous autobloquants doivent être installés pour empêcher le desserrage des fixations en raison des chocs et des vibrations.
- 2.3.7 Les fixations dans les zones de circulation sur le pont doivent être encastrées pour éliminer les risques de trébuchement et d'accrochage.

2.4 NORMES

- 2.4.1 Le bateau à fournir doit être fabriqué conformément à la publication technique TP 1332 de la Direction de la sécurité maritime de Transports Canada (DSMTC) « Normes de construction des petits bateaux » et aux exigences de l'American Boat & Yacht Council (ABYC).
- 2.4.2 CSA C22.2 No 183.2-M1983 (R1999) - Standards for DC Electrical Installations on Boats (Normes pour les installations électriques CC sur les bateaux) et normes électriques ABYC « E ».
- 2.4.3 Les systèmes électriques sur le bateau doivent être conformes à la section 8 de la publication technique TP 1332 de la Direction de la sécurité maritime de Transports Canada (DSMTC), « Systèmes électriques ».

3.0 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

Les exigences sont les suivantes.

3.1 VITESSE DE CROISIÈRE

L'entrepreneur doit nous indiquer la vitesse prévue en nœuds dans des conditions de charge normales sans vent, ni vagues pendant les essais.

3.2 ÉCHOUAGE

- 3.2.1 Le bateau doit pouvoir échouer sur un sol mou (sable, terre ou argile) à une vitesse maximale de 3 nœuds sans endommager la coque. La coque doit inclure des bandes d'échouage.

3.3 MISE À L'EAU, RÉCUPÉRATION ET TRANSPORT

Le bateau doit être facilement transportable par route sur une remorque de bateau; il doit pouvoir être mis à l'eau et récupéré à l'aide de la remorque.

3.4 ENTRETIEN

Le bateau doit être conçu et construit pour être facile à entretenir et à réparer, pour une longue durée de vie et être facilement réparable par des installations commerciales, des fournisseurs et des fabricants réputés.

4.0 CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

4.1 RENSEIGNEMENTS SUR LE BATEAU

- 4.1.1 Longueur totale – Entre 6,0 et 7,5 mètres (excluant le moteur)
- 4.1.2 Largeur totale - 3 mètres maximum gonflé
- 4.1.3 Profondeur - Au moins 0,76 mètre
- 4.1.4 Tirant d'eau maximum aux hélices - 1 mètre (dans des conditions de charge normales)
- 4.1.5 Forme de coque - Coque en V
- 4.1.6 Style de bateau - Bateau pneumatique à coque rigide avec coque en fibre de verre
- 4.1.7 Propulsion - Moteur hors-bord Yamaha à quatre temps de 150 CV fournis par Parcs Canada
- 4.1.8 Conditions de charge normales :
 - 4.1.8.1 Quatre membres d'équipage avec équipement = 440 kg
 - 4.1.8.2 Carburant = au moins 250 litres dans un ou deux réservoirs de carburant
 - 4.1.8.3 Équipement et fournitures : 200 kg
- 4.1.9 Hauteur hors tout sur remorque pour le transport - ne doit pas dépasser 2,9 mètres (toit compris).

5.0 CONFIGURATION DU BATEAU

5.1 CONFIGURATION GÉNÉRALE

Bateau gonflable à coque rigide comprenant une console et un toit en T. La couleur de la coque doit être gris pâle, le pont doit être gris pâle, le col gonflable doit être gris foncé et le toit en T doit être blanc. Ces couleurs doivent être soumises à l'approbation de Parcs Canada.

5.2 COQUE

- 5.2.1 Bateau à coque en V simple.
- 5.2.2 La forme de la coque ne doit pas gêner l'écoulement de l'eau vers les appareils de propulsion et doit protéger le personnel à bord des embruns et des vagues.

5.3 FLOTTEURS

- 5.3.1 Les flotteurs doivent être en Hypalon, en néoprène, en polyuréthane ou équivalent approuvé. Les flotteurs ne doivent pas être en polychlorure de vinyle (PVC).
- 5.3.2 Les surfaces utilisées pour l'embarquement doivent être recouvertes de bandes de protection antidérapantes.
- 5.3.3 Un manchon de laçage et des cordes de sécurité doivent être installés des deux côtés de l'aile.

5.4 ÉQUIPEMENT DE PONT

- 5.4.1 Les dalots du pont doivent être dimensionnés pour permettre un drainage suffisant des surfaces du pont exposées, conformément à la publication technique TP 1332/DSMTC.

5.5 CONSOLE ET TOIT

La console centrale doit être équipée d'un pare-brise et d'un toit en T pour assurer une protection contre les éléments pour l'équipage et l'équipement.

6.0 ÉQUIPEMENT - GÉNÉRALITÉS

La console doit inclure le tableau de bord.

6.1 CONSOLE

La console de direction doit être située au centre et doit être compatible avec la puissance du moteur.

- 0. 6.1.1 La console de direction doit être équipée des indicateurs appropriés, adaptés aux composants du système de propulsion. Au minimum, les indicateurs suivants doivent être installés sur la console :
 - 1.
 - a) Jauge de carburant
 - b) Un tachymètre par moteur
 - c) Un voltmètre par moteur
 - d) Une jauge de température par moteur
 - e) Un manomètre d'huile par moteur
 - f) Un indicateur d'inclinaison et de compensation pour chaque moteur
 - g) Panneau électrique
 - h) Sélecteur de batterie
 - 2.
- 6.1.2 Les commandes des gaz doivent être positionnées sur le côté tribord de la console.
- 6.1.3 La console doit être suffisamment grande pour accueillir une radio VHF, une radio de Parcs Canada, une unité de commande de sirène et un écran multifonction. Le haut de la console doit être incliné de 30 à 45 degrés pour le confort du pilote et pour accueillir le volant, les

commandes du moteur, le tableau de distribution, le système d'éclairage et les indicateurs.
(Voir la section 11.0)

6.1.4 Les alarmes suivantes doivent être installées : Alarme de basse pression, alarme de surchauffe du moteur (par moteur), alarme de niveau d'eau élevé dans la cale et alarme de vapeur de carburant dans la cale, si nécessaire.

6.1.5 Deux (2) douilles électriques de type allume-cigare 12 V, une de chaque côté du haut de la console.

6.2 SYSTÈMES DE DIRECTION

Les systèmes de direction doivent être hydrauliques à distance avec un réservoir d'huile autonome et des joints remplaçables sur les vérins, avec un maximum de quatre (4) tours de bâbord toute à tribord toute. Des systèmes de propulsion spécifiques peuvent avoir leurs propres exigences en matière de direction qui doivent être respectées.

6.2.1 Tous les tuyaux de direction hydraulique doivent être installés pour éviter tout dommage physique, pincement ou usure par friction.

6.2.2 Les tuyaux hydrauliques doivent avoir une longueur et un diamètre suffisants pour éviter les pulsations. Ils doivent également être adaptés à une installation en milieu salin et disposer de raccords en acier inoxydable.

6.2.3 La connexion entre le volant et la console doit être suffisamment robuste pour éliminer les mouvements avant, arrière et latéraux du mécanisme du volant et de l'arbre de direction.

6.2.4 Le volant doit être en acier inoxydable et recouvert de caoutchouc ou de plastique. Le volant doit être suffisamment rigide pour ne pas fléchir lors des opérations en eaux agitées, et il doit être rembourré pour fournir une surface antidérapante confortable permettant à l'opérateur de le saisir.

6.3 SIÈGE DE L'OPÉRATEUR

Le siège de l'opérateur doit être équipé d'un (1) siège de type poteau inclinable (au moins 1 m de large).

6.4 PARE-BRISE

Un pare-brise translucide en Lexan ou équivalent approuvé de qualité marine sur la console doit pouvoir protéger deux personnes assises derrière la console. Un film protecteur doit empêcher l'usure et les rayures causées par l'essuie-glace.

6.5 ESSUIE-GLACE

Un système d'essuie-glace/lave-glace doit être installé sur le pare-brise. Les essuie-glaces doivent couvrir au moins 60 % de la surface du pare-brise.

6.6 POIGNÉES

Les poignées doivent être installées, au minimum, aux endroits suivants :

6.6.1 Deux (2) sur le tableau de bord à portée des positions de l'opérateur et du navigateur.

6.6.2 Deux (2) derrière le siège de l'opérateur.

6.7 TAQUETS D'AMARRAGE

- 6.7.1 Deux (2) taquets d'amarrage doivent être installés sur le tableau arrière du bateau.
- 6.7.2 Les taquets doivent être fabriqués en aluminium ou en acier inoxydable et équipés d'une plaque de renfort pour plus de robustesse.

6.8 TAQUETS DE REMORQUAGE

Les taquets de remorquage doivent être fixés à l'avant (capacité de remorquage d'un minimum de 680 kg) et à l'arrière (capacité de remorquage d'un minimum de 1 134 kg), sur l'embarcation.

- 6.8.1 Un taquet de remorquage cruciforme avec des dispositifs de protection de moteur doit être installé à l'arrière et faire sailli environ 0,3 m au-dessus du moteur.
- 6.8.2 Un taquet de remorquage cruciforme avec un compartiment de stockage des ancrages doit être installé à l'avant.

6.9 RANGEMENT

- 6.9.1 Des compartiments de rangement pour les petites pièces d'équipement doivent être installés sous les sièges, sous la console, sur le pont sous la partie supérieure du pavois, et dans la mesure du possible, pour porter au maximum l'espace de rangement.
- 6.9.2 Les compartiments de rangement plus grands doivent pouvoir se verrouiller.
- 6.9.3 Des plateaux et des pinces pour ranger les avirons, les gaffes, etc. doivent être installés le long des côtés intérieurs, sous la partie supérieure des pavois.

6.10 CONDUITS DE CÂBLES

Des conduits de câbles doivent être installés pour supporter les câbles électriques montés à l'intérieur. Ils doivent être équipés de couvercles facilement amovibles et être de taille suffisante afin d'accueillir le câblage supplémentaire requis pour les futures installations. L'entrepreneur doit fournir des conduits de câbles et des chemins de câbles pour l'équipement fourni par Parcs Canada décrit dans ce document.

- 6.10.1 Les câbles doivent être groupés dans la mesure du possible. Tous les faisceaux de câbles doivent être acheminés dans des conduits de protection. Lorsque cela n'est pas possible, les câbles et les conducteurs doivent être fixés avec des supports réducteurs de tension tels que des sangles ou des supports, espacés au minimum à 0,45 m d'intervalle pour les parcours horizontaux et à 0,35 m d'intervalle pour les parcours verticaux.
- 6.10.2 Les câbles et conducteurs qui traversent des joints scellés, des ponts, des cloisons ou toute autre surface exposée doivent être installés de manière à maintenir l'étanchéité de la structure. Les entrées de câbles dans des boîtiers scellés doivent être équipées de presse-étoupes à usage marin de taille appropriée.
- 6.10.3 Les câbles et conducteurs traversant des structures qui ne sont pas équipées de presse-étoupes à usage marin doivent être protégés de l'usure par friction par des passe-câbles résistants à l'abrasion.
- 6.10.4 Dans la mesure du possible, éviter de faire passer les câbles dans des espaces remplis de mousse. S'il le faut, les faire passer à travers une tuyauterie en PVC. La tuyauterie doit être installée de manière à empêcher l'eau de s'accumuler.

7.0 COQUE

Tous les composants et structures (coque, pont, sièges, etc.) doivent être suffisamment solides pour résister aux charges d'impact horizontales et verticales associées aux exigences opérationnelles de l'embarcation dans des conditions de charge normales.

- 7.0.1 Un anneau d'étrave doit être installé à l'avant de l'embarcation à des fins de remorquage. (Capacité suffisante pour le poids de l'embarcation en plus des équipements)
- 7.0.2 Deux (2) œilletons doivent être montés sur le tableau arrière pour fixer l'embarcation à la remorque.

8.0 ÉQUIPEMENT D'URGENCE ET DE SÉCURITÉ

Les articles suivants doivent être fournis avec les accessoires d'arrimage et de fixation appropriés. Tous les raccords fournis par l'entrepreneur doivent être en acier inoxydable de qualité 316 robuste et résistant à la corrosion.

Tous les articles doivent être facilement accessibles (la pompe à pied et les trousse de réparation doivent être rangés dans un casier de rangement).

- a) Deux (2) rames avec supports de rangement
- b) Un (1) extincteur (ABC de classe 10, de qualité marine) avec support de montage installé à bord
- c) Une (1) échelle détachable
- d) Un (1) réflecteur radar
- e) Une (1) bouée de sauvetage pour homme à la mer avec support de montage
- f) Une (1) gaffe d'embarcation avec support de montage

9.0 SYSTÈMES - GÉNÉRALITÉS

9.1 SYSTÈME DE PROPULSION

Le moteur hors-bord, un hors-bord Yamaha 150 CV à quatre temps, sera fourni par Parcs Canada. L'entrepreneur doit installer le moteur, et il doit fournir et installer les commandes du moteur. L'entrepreneur doit installer, fixer et utiliser le moteur conformément aux instructions du fabricant. L'entrepreneur doit fournir et installer les accessoires et l'équipement approuvés par le fabricant du moteur. Ne pas utiliser des équipements ou des accessoires avec le moteur ou effectuer des tests sur celui-ci qui pourraient annuler de quelque manière que ce soit les garanties du fabricant. L'hélice sera contrarotative (Antihoraire).

9.2 HÉLICE

- a) Fournir et installer une (1) hélice en acier inoxydable pour le moteur hors-bord Yamaha à quatre temps de 150 CV (LF150 XB 64 P X) installé à gauche. L'hélice doit être correctement dimensionnée. (19-ML 13 ¾ po)

9.3 COMMANDES

- 9.3.1 L'installation du système de commande du système de propulsion doit inclure une commande de moteur située sur le côté tribord de la console de barre. Les commandes doivent être conformes aux recommandations du fabricant du moteur et ne doivent interférer avec aucune des autres commandes.

- 9.3.2 Le groupe moteur doit inclure une fonction d'arrêt automatique de type longue (coupe-circuit) pour le moteur, à monter près du commutateur d'allumage.

9.4 VÉRIFICATION DE L'INSTALLATION

L'installation du moteur, des unités d'entraînement, des commandes, des systèmes de lubrification et de carburant, des manomètres et des connexions de batterie doit être vérifiée par un technicien autorisé du fournisseur. Le moteur doit être démarré par un technicien autorisé, qui rédigera un bref rapport et en soumettra une copie à la livraison.

9.5 RODAGE DU MOTEUR

L'entrepreneur doit respecter les procédures de rodage du fabricant.
Le rodage du moteur peut être effectué en même temps que les essais en mer.

9.6 PROTECTION DES COMMANDES

Tous les câbles de commande, le câblage électrique du moteur et les tuyaux hydrauliques de direction doivent être installés dans des tuyaux en plastique (gainés isolantes) résistant aux rayons ultraviolets ou équivalent. Les tuyaux doivent être installés de sorte qu'aucun câble ne soit immergé dans l'eau.

9.7 SYSTÈME DE CARBURANT

Le système de carburant complet doit être fourni, installé, étiqueté et testé conformément à la section 7 de la publication technique TP 1332/DSMTC et conformément aux spécifications ABYC.

- a) Le système de carburant doit inclure un (1) filtre/séparateur Racor par moteur avec bol transparent, adapté pour l'alimentation en carburant du moteur hors-bord à essence.
- b) Toutes les soupapes à carburant doivent être facilement accessibles et étiquetées conformément à la publication technique TP 1332/DSMTC.
- c) Le dispositif de remplissage du réservoir de carburant verrouillé doit être situé dans un compartiment ventilé étanche et accessible, conçu pour récupérer le carburant en cas de trop-plein ou de refoulement, et pour l'empêcher de pénétrer dans le bateau, conformément à la publication technique TP 1332/DSMTC.
- d) Le réservoir de carburant doit être équipé d'une soupape anti-siphonnement à chaque aspiration.
- e) Les tuyaux de ventilation du réservoir de carburant doivent être équipés d'un clapet anti-retour.

9.8 RÉSERVOIR DE CARBURANT

- a) Le bateau doit être équipé d'un (1) ou deux (2) réservoirs de carburant avec déflecteurs, si nécessaire.
- b) La capacité totale doit être d'au moins deux cent cinquante (250) litres.
- c) Chaque réservoir de carburant doit subir un test hydrostatique ou un test à l'air à 3,0 lb/po² et être étiqueté conformément à la publication technique TP 1332/DSMTC.
- d) Chaque réservoir de carburant doit être équipé d'une jauge de carburant et d'un indicateur pour l'opérateur situé sur le tableau de bord de la console.
- e) Les réservoirs de carburant doivent être équipés de soupapes anti-siphonnement installées à chaque aspiration si le débit répond aux exigences du fabricant.
- f) Si le bateau est équipé de deux (2) réservoirs de carburant, ils doivent être équipés de soupapes d'interconnexion afin que le moteur puisse tirer le carburant de l'un ou l'autre des réservoirs. Les soupapes doivent être clairement marquées.

10.0 SYSTÈME ÉLECTRIQUE

Le système, les composants et l'installation électriques doivent être conformes à la norme CSA C22.2 N° 183.2-M1983 (R1999) « DC Electrical Installations on Boats » (Installations électriques CC sur les bateaux), et à la publication technique TP 1332/DSMTC et/ou aux normes ABYC « E » auxquelles se réfère le présent document. Tous les équipements et matériaux électriques doivent être installés conformément aux spécifications du fabricant. Un équipement électrique qui doit être étanche (par exemple, le tableau de distribution sur la console) sera jugé acceptable s'il répond aux normes IP66. Il doit inclure un panneau de disjoncteurs avec au moins dix (10) circuits. L'entrepreneur doit s'assurer que le panneau de disjoncteurs peut être agrandi de 10% ou loger au moins deux (2) disjoncteurs de rechange (selon l'option qui offre plus de capacité).

Un système de distribution de 12 V CC doit être fourni pour alimenter le système de démarrage du moteur et les charges de service du bateau. Le système doit inclure les éléments suivants :

- a) Feux de navigation
- b) Éclairage intérieur
- c) Équipement de navigation
- d) Instruments
- e) Pompes de cale
- f) Systèmes électroniques
- g) Systèmes de communication

Tous les équipements électriques doivent être installés de manière à fonctionner sans causer des interférences avec d'autres équipements ou le compas magnétique.

Tous les équipements électriques doivent être facilement accessibles pour l'entretien.

Deux (2) prises électriques 12 V de qualité marine doivent être installées sur ou près de la console de l'opérateur.

10.1 BATTERIES, INTERRUPTEURS ET CHARGEURS :

- 10.1.1 Le bateau doit être équipé d'un système de deux (2) batteries à décharge profonde de type M30MF, avec un sélecteur, et raccordées conformément aux spécifications techniques du fabricant du moteur.
- 10.1.2 Les batteries doivent être mates en verre de qualité marine ou de type gel sans entretien pour éliminer les fuites, et un minimum de 800 ampères de démarrage à décharge profonde.
- 10.1.3 Les interrupteurs de batterie doivent être encastrés pour éviter les accrochages ou les commutations accidentelles.
- 10.1.4 Les compartiments à batteries doivent être étanches et équipés d'un moyen approprié d'évacuation des gaz, si nécessaire.

10.2 FEUX

- a) La commande de rétroéclairage de la console doit être équipée d'un gradateur de qualité marine pour pouvoir réduire la luminosité des indicateurs du moteur et des autres indicateurs, indépendamment de l'éclairage du compas.
- b) Un feu doit également être installé sur le toit en T.
- c) Le bateau doit être équipé d'un feu stroboscopique marin de couleur bleue (application de la loi) avec une visibilité à 360° mais sans gêner l'opérateur du bateau ou les feux de navigation.
- d) Les feux de navigation doivent être conformes au Règlement sur les abordages de l'Association canadienne de normalisation (CSA).

- e) Les feux de navigation doivent être fixés en permanence et étanches.
- f) Les ampoules des feux de navigation doivent être conçues pour résister aux vibrations et à l'humidité, et elles doivent être protégées contre les dommages lorsqu'elles se trouvent à côté d'un autre bateau ou d'un quai.
- g) Les feux de navigation doivent être montés de manière à ne pas gêner la vue de l'opérateur.
- h) Une source de lumière non blanche doit être connectée au système électrique 12 V CC sur son propre disjoncteur. Le mât et le feu de mouillage tous azimuts doivent être situés sur le toit. Deux interrupteurs de tableau de bord doivent être fournis et étiquetés comme suit : Nav 1 (tête de mât et ancre) et Nav 2 (feux latéraux).

10.3 POMPE ET DRAINAGE

- a) Une pompe de cale d'une capacité minimale de 1 000 gallons par heure (gph) doit être installée dans chaque division étanche ainsi qu'une pompe de cale manuelle à membrane. La pompe de cale doit être située de manière à pouvoir tirer du point le plus bas de la coque. La tuyauterie doit diriger le refoulement de la pompe de cale directement par-dessus bord. La pompe de cale électrique doit disposer d'une commande d'activation automatique lorsqu'il y a de l'eau dans la cale. L'interrupteur de commande de la pompe de cale électrique doit être situé sur la console de l'opérateur, avec les réglages « Activée », « Désactivée » et « Automatique » pour contrôler le fonctionnement de la pompe. Un voyant lumineux doit être installé sur la console et doit s'allumer lorsque la pompe de cale fonctionne. Les pompes de cale doivent être câblées directement à la batterie, afin qu'elles soient toujours prêtes, conformément aux exigences de la publication technique TP 1332/DSMTC.
- b) Les sabords de décharge rapide de drain doivent être situés à l'arrière du bateau.
- c) Drainage de la coque : Un bouchon fileté non corrosif doit être fourni au point le plus bas pour drainer la coque lorsque le bateau est hors de l'eau.

10.4 COMPAS MAGNÉTIQUE

L'entrepreneur doit fournir et installer un compas magnétique, monté dans la console de l'opérateur. Une source de lumière non blanche (rouge ou verte) doit être connectée au système électrique 12 V CC et équipée de son propre gradateur étanche de qualité marine. Le compas doit être réglable aux fins de déviation.

11.0 ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE ET ÉQUIPEMENT DE NAVIGATION

L'entrepreneur doit fournir l'espace et la connectivité pour l'équipement suivant. Noter que ces composants seront fournis et installés par Parcs Canada. Toutes les antennes doivent être montées sur le toit et équipées de connexions rétractables pour le transport terrestre. Toutes les entrées de câbles doivent passer par des presse-étoupes étanches. Voici la liste des équipements qui seront fournis et installés par Parcs Canada :

- a) Une radio Motorola et son antenne.
- b) Haut-parleur compatible avec la radio Motorola, avec alimentation externe
- c) Radar numérique Raymarine RD418 HD (20,5 x 9,7 pouces) compatible avec un écran multifonction Axiom pro (358 x 223 x 65 mm) (14,1 x 9,17 x 2,56 pouces), un capteur RVX chirp 1 KW et une sonde RV bronze compatible avec l'angle de coque; antenne GPS à gamme étendue.
- d) Une radio VHF Raymarine Ray 53 (6,13 X 3,5 pouces) qui permet les appels sélectifs numériques (ASN). La radio VHF doit être connectée au système GPS en utilisant une connexion NMEA pour les appels sélectifs numériques (ASN) ou équivalents à effectuer.
- e) Un haut-parleur extérieur alimenté pour la radio Raymarine A80542.
- f) Antenne Shakespeare VHF / AIS Galaxi 5396.
- g) Système de sirène (Code 3, modèle V-Con 3672L4) qui sera également utilisé comme corne de brume.
- h) Écran Multifonction Axiom pro (358 x 223 x 65 mm) (14,1 x 9,17 x 2,56 pouces).

12.0 SURFACE ANTIDÉRAPANTE

La finition de la surface de l'ensemble du platelage exposé aux intempéries et des parties supérieures des pavois doit être antidérapante.

13.0 TESTS ET ESSAIS

L'entrepreneur doit inspecter et tester les éléments suivants, au minimum, pour vérifier leur conformité aux exigences du contrat et leur bon fonctionnement (un bon fonctionnement signifie que les équipements peuvent être démarrés, utilisés, connectés ensemble et qu'on peut démontrer qu'ils fonctionnent de façon normale, le cas échéant). Toutes les anomalies doivent être corrigées avant la livraison. Les inspections et les tests requis sont des minimums et ne visent pas à supplanter la surveillance, les examens, les inspections ou les tests normalement utilisés par l'entrepreneur pour assurer la qualité du bateau. Les inspections et les essais doivent porter, en particulier, sur les éléments suivants :

- a) Poids
- b) Qualité de construction
- c) Moteur de propulsion, y compris le démarrage
- d) Commandes de propulsion
- e) Systèmes de direction
- f) Système de carburant
- g) Système électrique
- h) Électronique

13.1 ESSAIS EN MER - GÉNÉRALITÉS

Des essais en mer doivent être effectués à Tadoussac dès que les conditions météorologiques sont favorables et que le bateau est disponible.

Des essais en mer doivent être effectués par l'entrepreneur pour démontrer que le bateau et son équipement sont conformes aux exigences énoncées dans le contrat. Sauf indication contraire, toutes les dépenses accessoires aux essais, y compris le carburant, sont à la charge de l'entrepreneur. Le personnel de l'entrepreneur doit utiliser le bateau pendant les essais en mer.

Appareil à gouverner : Des tests doivent être effectués sur l'appareil à gouverner pour démontrer l'efficacité du système de direction dans des conditions de fonctionnement normales.

À la fin des essais en mer, le bateau doit être soigneusement nettoyé et inspecté. Les systèmes de refroidissement du moteur hors-bord doivent être rincés à l'eau douce. L'entrepreneur doit réparer, à la satisfaction de Parcs Canada, tout dommage au bateau ou à son équipement résultant des essais en mer.

Aux fins des essais, les conditions normales de charge sont considérées comme étant le bateau de base, tout l'équipement normal, un réservoir plein de carburant et tout autre charge ou article spécifié dans les renseignements sur le bateau (voir la section 4.1). Tout surplus de carburant sera facturé à l'acheteur.

L'entrepreneur doit enregistrer et documenter tous les calculs de stabilité et les résultats des essais (conformément à la publication technique TP 1332/DSMTC) et les rendre disponibles conformément à la section 14.3, Publications techniques.

14.0 DOCUMENTATION

Toute la documentation doit être fournie dans les deux langues officielles (français et anglais).

14.1 PLAQUE D'IDENTIFICATION

Les plaques d'identification doivent être apposées conformément à la publication technique TP 1332/DSMTC.

14.2 PUBLICATIONS TECHNIQUES

L'entrepreneur doit fournir, à la livraison du bateau, des ensembles complets de publications techniques pour l'équipement fourni.

14.3 DOCUMENTS LIVRABLES SUPPLÉMENTAIRES

Les documents supplémentaires suivants doivent être fournis avec chaque ensemble de manuels livrés :

- a) Un certificat d'enregistrement du tonnage conformément à la norme TP 13430 (<http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/svcp-gt-3948.htm>).
- b) Inscription au programme de conformité des petits bâtiments, à l'adresse suivante : <http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/svcp-menu-3633.htm>.

15.0 EXPÉDITION ET LIVRAISON

Avant l'expédition, le bateau doit être nettoyé et protégé conformément à cette section.

- a. Avant l'expédition, le bateau doit être fixé sur la remorque (articles 2 et 3 de la base de paiement), nettoyé, équipé d'une protection appropriée.
- b. Le bateau doit être livré à l'adresse suivante aux frais de l'entrepreneur : parc marin du Saguenay–Saint-Laurent, 182 rue de l'Église, Tadoussac, Québec, Canada, G0T 2A0.

16.0 FORMATION

Lors des essais en mer à Tadoussac, l'entrepreneur doit fournir une formation en français sur tout l'équipement et tous les composants pour pouvoir utiliser le nouveau bateau. La formation doit être d'une durée de 2hr pour environ 10 personnes.

17.0 MATÉRIAUX FOURNIS PAR LE GOUVERNEMENT

Un (1) seul moteur hors-bord Yamaha à quatre temps de 150 CV (LF 150 XB 64 P X) installé à gauche (sans jauges, cadrans, commandes, ou câbles de commande ou de direction).

Tous les équipements mentionnés dans la section 11. Équipement électronique et équipement de navigation.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
5P212-200302/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
5P212-20-0302

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
QCV-0-43133

Id de l'acheteur - Buyer ID
qcv021
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE B - BASE DE PAIEMENT

BASE DE PAIEMENT

Veuillez indiquer la marque et le modèle du produit offert.

Item #	Description	Qté	UD	Prix unit.	Prix ferme
1	Bateau de travail gonflable Conformément aux spécifications décrites à l'Annexe A : Marque : _____ Modèle : _____	1	Lot	\$	\$
2	DDP (Tadoussac, Québec), incluant les droits de douane et la manutention.	1	Lot	\$	\$
3	Formation	1	Lot	\$	\$
TOTAL =					\$
Note : Prix excluant les Taxes de Vente Applicables.					